



## HALTE À LA PROPAGANDE DE GUERRE DU KREMLIN DANS NOS MÉDIAS

**Manifestation — mercredi 3 juin 2026, 18 h**

*(lieu confirmé dès réception de l'autorisation préfectorale)*

---

Alors que la France entre en campagne présidentielle, la Russie pratique de plus belle la manipulation de l'information comme arme de guerre. La propagandiste en chef Margarita Simonian le proclamait encore le 26 mai : *« nous combattons contre l'ensemble de l'Europe »*. Ce combat-là ne se livre pas sur le front d'Ukraine, mais dans nos rédactions, sur nos plateaux, dans nos esprits.

La démonstration vient d'en être faite. Tandis qu'Édouard Philippe et Bruno Retailleau, deux candidats à la présidentielle, se rendaient à Kyiv pour y affirmer le soutien de la France à l'Ukraine, une propagandiste russe, Xenia Fedorova, leur répondait depuis le plateau de CNews. La visite de Philippe et Retailleau enverrait, selon elle, *« un message bizarre, puisqu'il faudrait dialoguer avec la Russie »*. Qu'une porte-voix du Kremlin prenne ainsi à partie des candidats français, en pleine campagne, en strict écho de la ligne de Moscou, n'est plus une opinion sur la guerre : c'est une ingérence dans notre débat électoral et une menace pour notre démocratie.

Xenia Fedorova est l'ancienne présidente de RT France, chaîne interdite dans l'Union européenne, interdiction validée, quoi qu'elle dise sur l'absence de fondements juridiques, par la Cour européenne de Justice. Elle intervient aujourd'hui sans contradiction sérieuse, et avec un pouvoir croissant, sur CNews, Europe 1 et dans le JDD, les médias du groupe Bolloré. Elle n'est pas journaliste : dépourvue de carte de presse, elle dirige, sous son ancien nom de Ksenya Borchik, une société de « conseil médias ». Elle se dérobe à tout débat contradictoire. Et son emprise s'étend : éviction du général Clermont, mise à l'écart d'experts, propos de Pascal Praud imputant à l'OTAN la responsabilité de la guerre. Formée par Simonian, qui l'a fait venir en France, elle est l'instrument assumé de la guerre cognitive d'un État agresseur.

L'interview complaisante et navrante de Sergueï Lavrov par Léa Salamé sur France-Télévisions — aussitôt exploitée par l'appareil de propagande du Kremlin, en France, en Russie et à l'échelle internationale — a montré, jusque sur le service public, à quel point la propagande de Poutine vise la France.

**Les autorités françaises ne peuvent rester inertes. Nous demandons :**

1. **à l'Arcom**, d'examiner sans délai les signalements et témoignages visant Mme Fedorova et de contrôler le respect, par CNews et Europe 1, de l'honnêteté de l'information et du pluralisme sur l'agression russe ;
2. **au gouvernement**, d'examiner, dans le cadre des instruments juridiques disponibles au niveau national et européen, les mesures susceptibles d'être appliquées à Mme Fedorova, à raison de son rôle dans la diffusion de récits alignés sur les positions du Kremlin et des questions légitimes que soulèvent ses activités au regard de l'ordre public, la possibilité de
  - de proposer l'inscription de Mme Fedorova sur la liste des personnes sanctionnées au titre du règlement (UE) 2024/2642 concernant les activités déstabilisatrices menées par la Russie ;
  - de réexaminer sa situation au regard du droit au séjour, dans le respect des garanties applicables.

Que nul ne s'y trompe : ces demandes ne portent aucune atteinte à la liberté d'expression. Chacun demeure libre de ses opinions ; mais personne n'a le droit de mettre un média national au service de la propagande de guerre d'un État étranger. La France a d'ailleurs souscrit, par l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au principe selon lequel « toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi ». Il est temps qu'elle en tire les conséquences.

**MANIFESTATION LE MERCREDI 3 JUIN À 18 HEURES**

**VENEZ NOMBREUX !**

**Le lieu de la manifestation sera indiqué ce lundi.**

**Organisateurs (par ordre alphabétique) :** Agir Ensemble Pour l'Ukraine · Alliance des femmes pour la démocratie · Association des Femmes ukrainiennes de France · Comité Diderot · Cyrille Amoursky · Géorgie vue de France - Kalyna · Mémorial 98 · Nos étudiants en France · Perspectives ukrainiennes · Pour l'Ukraine, pour leur Liberté et la Nôtre ! · Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) · Russie-Libertés · Ukraine Comb'Art · Union des Ukrainiens de France.

Contacts :

Cyrille Amoursky +33 7 66 71 22 77  
Volodymyr Kogutyak + 33 6 95 03 15 45  
André Lange + 33 6 08 74 50 12